



# LIMINAIRE CTSCR DU 02 JUILLET 2019

Nous nous retrouvons aujourd'hui dans un contexte où l'heure est grave et l'actualité sur la géographie revisitée nous le démontre. Faute d'entendre les représentants des personnels, le Gouvernement continue de massacrer les services public en faisant miroiter aux usagers des accueils de proximité qui n'en sont pas.

## **Partout l'heure est grave ... dans la fonction Publique, à la DGFIP, et dans les services centraux aussi !**

CAP22 (Comité Action Publique 2022), projet de loi portant transformation de l'action publique, rapport sur le temps de travail des fonctionnaires de l'IGF, rapports de la Cour des comptes sur la création de la DGFIP et sur son informatique, réforme interne à la DGFIP (restructuration du réseau, abandon de missions, réforme des règles de mutations et suppressions de postes), géographie revisitée, les attaques contre la fonction publique, nos droits, nos métiers et nos statuts sont sans précédent.

Ces attaques sont portées de façon récurrente contre la Fonction Publique, les services publics, la DGFIP mais aussi les services centraux.

Nous nous opposons :

- au projet de **loi sur la transformation de la Fonction Publique** ;
- aux **suppressions de postes et à la disparition programmée de notre réseau** ;
- **l'élargissement et à la banalisation du recours aux contractuels** : nos missions de services publics doivent être réalisées par des fonctionnaires. Par ailleurs les règles de gestion des contractuels sont par beaucoup arbitraires, et nos collègues contractuels sont bien mal lotis dans notre administration ;
- **la mise en œuvre d'un « contrat de chantier »** d'une durée maximum de 6 ans non renouvelable, totalement conditionné à des missions et à leurs « aléa » ;
- **la suppression de la compétence des CAP** (commissions administratives paritaires). Pour les services centraux, cela veut dire que nous ne pourrons plus défendre les agents au niveau national lors des CAP de promotions, de mutation ou de recours sur des évaluations : l'administration reste seule juge ;
- **la fusion des CT et des CHSCT**. Un CHSCT qui ne serait plus interdirectionnel, entraînerait, du fait du dialogue social inexistant dans notre administration, une remise en cause importante de nos droits et de la qualité de nos conditions de travail.

## **Un réseau DGFIP promis à une disparition certaine**

Les suppressions de poste, les réorganisations importantes, l'abandon de certaines missions et les nouvelles règles de mutation désorganisent un réseau de moins en moins accessible aux usagers et de moins en moins proche d'eux. Et c'est pas un fiscobus qui va changer la donne, ni des points d'accueil tenus par des personnes dont ce n'est pas le métier !

A ceux qui s'opposent à vos projets funestes, le Gouvernement réserve une répression des plus en plus violente, nos collègues de Haute-Garonne s'en souviennent.

A grand renfort de plan de communication, le Gouvernement réussit à présenter par département une cartographie laissant penser que demain, chaque direction aurait plus de points d'accueil ouverts au public qu'actuellement.

Il n'en est malheureusement rien pour qui prend la peine de bien regarder les légendes colorées accompagnant ces cartes départementales et connaît la réalité du terrain.

D'implantations de trésoreries ouvertes au public tout au long de l'année, le projet ministériel les remplace par des accueil temporaires dans des maison de service au public ou dans des batiments publics telles que les mairies.

Belle conception du service publics de demain !

## **Des services centraux encore plus sous pression !**

Depuis quelque temps, la Direction Générale n'a qu'une obsession : gérer sa masse salariale sous l'angle purement budgétaire, en faisant peu de cas des femmes et des hommes qui la composent.

Dans un premier temps, elle a d'abord voulu le faire via le dispositif dit de « *suivi de compétences* ». mais grâce à nos actions et à l'engagement des agents, nous avons pu vider le dispositif de ses effets les plus néfastes.

Maintenant, pour se débarrasser des agents, on fait « *sauter la mission* » et les agents avec ! C'est ce qui est déjà arrivé à plus d'un collègue avec le nouveau système de gestion de suppression de poste qui refuse de dire son nom. Le dispositif ici est totalement discrétionnaire : il n'y a ni appel ni recours et il n'existe aucune possibilité d'intervention et de défense organisée et réglementaire.

Depuis quelques temps, ce sont déjà 60 à 70 emplois qui disparaissent chaque année dans les services centraux et assimilés. Et ces derniers vont, ces prochaines années, être davantage mis à contribution pour les suppressions de postes !

Et pour couronner le tout, notre administration trouve qu'il est prématuré de débattre du transfert de certains bureaux d'administration centrale alors même que les journaux en parlent et que nos collègues tous les jours nous interrogent anxieux pour leur devenir. Mais de qui se moque-t-on ? Il est temps que cela cesse et que l'on prenne en considération les agents et l'ensemble de leurs représentants.

**Pour la CGT, nous sommes pour :**

- **préserver l'accès aux services public pour tous les usagers ;**
- **le maintien du statut des fonctionnaires qui garantit la neutralité et l'égalité de traitement à tous les usagers ;**
- **la réimplantation de véritables services publics sur l'ensemble du territoire, y compris les territoires ruraux et périurbains !**